

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Lac-Brome

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la Ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A118892
Cowansville, le 24 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	15 719 000	15 884 099	15 001 918
Compensations tenant lieu de taxes	2	51 300	47 097	53 366
Quotes-parts	3			
Transferts	4	819 500	1 915 781	4 570 209
Services rendus	5	574 680	576 189	629 524
Imposition de droits	6	1 329 000	2 824 793	3 147 197
Amendes et pénalités	7	20 000	62 516	41 592
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	160 000	574 603	274 852
Autres revenus	10	40 520	422 836	126 047
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 714 000	22 307 914	23 844 705
Charges				
Administration générale	14	2 378 760	2 724 715	2 129 766
Sécurité publique	15	3 529 600	3 717 468	3 433 569
Transport	16	4 085 110	5 770 219	5 221 020
Hygiène du milieu	17	2 767 000	3 144 763	3 176 658
Santé et bien-être	18	232 580	185 746	213 742
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 337 640	1 334 534	1 025 952
Loisirs et culture	20	2 185 310	2 559 794	2 477 001
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	448 000	643 264	417 551
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	16 964 000	20 080 503	18 095 259
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 750 000	2 227 411	5 749 446
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		45 721 531	39 972 085
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		45 721 531	39 972 085
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		47 948 942	45 721 531

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 802 130	3 452 992
Débiteurs (note 5)	2	11 335 517	11 325 418
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	40 748	22 361
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	21 178 395	14 800 771
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 732 834	3 180 177
Revenus reportés (note 11)	12	1 702 652	1 363 170
Dette à long terme (note 12)	13	22 736 587	16 411 216
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	280 000	280 000
	16	27 452 073	21 234 563
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 273 678)	(6 433 792)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	54 074 125	52 022 666
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 213	1 213
Stocks de fournitures	20	42 680	41 413
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	104 602	90 031
	23	54 222 620	52 155 323
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	47 948 942	45 721 531
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	47 948 942	45 721 531
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	47 948 942	45 721 531
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 750 000	2 227 411	5 749 446
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	4 690 581)(	7 506 137)
Produit de cession	3			4 169
Amortissement	4		2 639 122	2 566 578
(Gain) perte sur cession	5			(4 169)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 051 459)	(4 939 559)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(1 267)	(3 865)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(14 571)	(52 078)
	13		(15 838)	(55 943)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 750 000	160 114	753 944
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 433 792)	(7 187 736)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 433 792)	(7 187 736)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(6 273 678)	(6 433 792)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 227 411	5 749 446
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 639 122	2 566 578
Autres			
(Gain) Perte sur cession	3.1		(4 169)
Réduction valeur - placement	3.2	2 217	61 741
	4	4 868 750	8 373 596
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(10 099)	(4 264 873)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 572 030)	1 142 477
Revenus reportés	8	339 482	280 179
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(1 267)	(3 865)
Autres actifs non financiers	12	(14 571)	(52 078)
	13	3 610 265	5 475 436
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(3 565 894)	(7 506 137)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		4 169
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(3 565 894)	(7 501 968)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(20 604)	(20 604)
Remboursement ou cession	20		11 167
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(20 604)	(9 437)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	7 531 000	781 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 099 300)	(1 067 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(106 329)	(5 334)
Autres			
	28.1		
	29	6 325 371	(292 134)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	6 349 138	(2 328 103)
Solde déjà établi	31	3 452 992	5 781 095
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 452 992	5 781 095
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	9 802 130	3 452 992

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Taux</u>
Infrastructures	2,5 % à 12,5 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	2,5 % à 50 %
Ameublement et équipements de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipements divers	2,5 % à 50 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la ville aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la ville devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La ville n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la ville au 1^{er} janvier 2023.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 802 130	3 452 992
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 9 802 130	3 452 992
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 9 802 130	3 452 992
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 9 802 130	3 452 992
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux fonds réservés aux dépenses liées à la tenue d'une élection, à la réserve financière d'eau, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et aux revenus reportés grevés d'une affectation d'origine externe.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 643 266 \$ (417 551 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 574 604 \$ (274 852 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	938 213	1 232 025
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 339 065	7 588 531
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	907 022	1 115 286
Organismes municipaux	13	210 531	358 026
Autres			
Droits de mutation	14.1	816 120	971 189
Autres	14.2	124 566	60 361
	15	11 335 517	11 325 418
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 111 054	1 748 851
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 111 054	1 748 851
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	29 224	49 002
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 386 495	5 502 326
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 972 699	1 396 881
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	979 871	689 324
	27	8 339 065	7 588 531

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,15 % (2,43 % à 4,11 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	40 748	22 361
Autres placements	34		
	35	40 748	22 361
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'un emprunt temporaire d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (7,20 %; 6,45 % au 31 décembre 2022) et renouvelable annuellement. Cet emprunt temporaire est utilisé pour les opérations courantes de la Ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	812 860	1 020 597
Salaires et avantages sociaux	42	520 627	450 769
Dépôts et retenues de garantie	43	954 660	502 467
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
Intérêts sur la dette à long terme	45.1	191 180	106 410
Organismes municipaux	45.2	88 377	76 221
CAP afférents aux immobilisations	45.3	170 027	1 023 713
Autres	45.4	(4 897)	
	46	2 732 834	3 180 177

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	135 295	104 000
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	1 231 799	979 641
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	319 677	238 162
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
Fonds des salamandes	60.1	15 881	15 140
Autres	60.2		26 227
	61	1 702 652	1 363 170

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,95	5,40	2024	2028	62	22 928 700	16 497 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	22 928 700	16 497 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(192 113)	(85 784)
					72	22 736 587	16 411 216

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73	3 439 400			3 439 400
2025	74	3 620 000			3 620 000
2026	75	3 038 300			3 038 300
2027	76	2 879 000			2 879 000
2028	77	9 952 000			9 952 000
2029 et plus	78				
	79	22 928 700			22 928 700
Intérêts et frais accessoires	80				
	81	22 928 700			22 928 700

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	341 426
Régimes de retraite des élus municipaux	89	247 162
	90	341 426
		247 162

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92	280 000	280 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres	94.1		
	95	280 000	280 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()(
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	11 226 596	63 320		11 289 916
Eaux usées	103	13 911 632	72 467		13 984 099
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	27 827 159	1 750 114		29 577 273
Autres					
▪	105.1	5 660 285	41 804		5 702 089
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	9 565 825	137 303		9 703 128
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	6 302 900	233 072		6 535 972
Ameublement et équipement de bureau	110	637 671	42 924		680 595
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 284 450	213 228		3 497 678
Terrains	112	2 989 595			2 989 595
Autres	113				
	114	81 406 113	2 554 232		83 960 345
Immobilisations en cours	115	8 201 976	2 136 349		10 338 325
	116	89 608 089	4 690 581		94 298 670
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	6 123 877	197 514		6 321 391
Eaux usées	118	8 621 379	286 149		8 907 528
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	12 637 741	1 106 489		13 744 230
Autres					
▪	120.1	2 354 789	255 250		2 610 039
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 969 488	244 546		3 214 034
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	2 426 776	331 418		2 758 194
Ameublement et équipement de bureau	125	469 131	31 071		500 202
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 982 242	186 685		2 168 927
Autres	127				
	128	37 585 423	2 639 122		40 224 545
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	52 022 666			54 074 125
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	1 213	1 213
	136	1 213	1 213
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	1 213	1 213

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
Déneigement	144.1	10 710	40 624
Assurances et licences	144.2	82 061	31 698
Autres	144.3	11 831	17 709
Autres	145.1		
	146	104 602	90 031

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après un contrat d'évaluation municipale échéant en 2031, à verser une somme totale de 1 481 345 \$.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation Lac-Brome, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires	147.1		
	148		
Dettes à long terme	149.1		
	150		
	151		

La Municipalité régional de comté de Brome-Missisquoi s'est engagée via une caution en faveur de IHR Télécom. Cette caution, actuellement non-réclamée à Municipalité régional de comté de Brome-Missisquoi, représente 27 644 687\$. Advenant l'exécution de ladite caution la Ville de Lac-Brome serait responsable jusqu'à un montant maximum de 956 213 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 011 150	1 245 317
Entre un et deux ans	75 657	96 071
Entre deux et trois ans	5 197	-
Plus de trois ans	<u>-</u>	<u>-</u>
Sous-total	1 092 004	1 341 388
Moins : provision pour mauvaise créance	<u>(29 224)</u>	<u>(49 002)</u>
Total	1 062 780	1 292 386

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les emprunts à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts à long terme et les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2023 et 2022 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 an à 3 ans</u>	<u>De 3 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>
Créditeurs et charges à payer	2 732 834	-	-	-
Dette à long terme - capital	3 439 400	6 658 300	12 831 000	-
Dette à long terme - intérêts	<u>791 555</u>	<u>1 317 529</u>	<u>896 967</u>	<u>-</u>
Total	6 963 789	7 975 829	13 727 967	-

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	15 719 000	15 884 099		15 001 918
Compensations tenant lieu de taxes	2	51 300	47 097		53 366
Quotes-parts	3				
Transferts	4	819 500	923 088		823 651
Services rendus	5	574 680	576 189		629 524
Imposition de droits	6	1 329 000	2 824 793		3 147 197
Amendes et pénalités	7	20 000	62 516		41 592
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	160 000	574 603		274 852
Autres revenus	10	40 520	47 926		55 133
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	18 714 000	20 940 311		20 027 233
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		992 693		3 746 558
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17		374 910		55 914
Autres	18				15 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		1 367 603		3 817 472
	22	18 714 000	22 307 914		23 844 705
Charges					
Administration générale	23	2 378 760	2 641 023	83 692	2 129 766
Sécurité publique	24	3 529 600	3 559 230	158 238	3 433 569
Transport	25	4 085 110	4 285 166	1 485 053	5 221 020
Hygiène du milieu	26	2 767 000	2 589 332	555 431	3 176 658
Santé et bien-être	27	232 580	185 746		213 742
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 337 640	1 332 339	2 195	1 025 952
Loisirs et culture	29	2 185 310	2 205 281	354 513	2 477 001
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	448 000	643 264		417 551
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 639 122	(2 639 122)	
	34	16 964 000	20 080 503		18 095 259
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 750 000	2 227 411		5 749 446

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 750 000	2 227 411	5 749 446
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 1 367 603)	(3 817 472)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 750 000	859 808	1 931 974
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 639 122	2 566 578
Produit de cession	5			4 169
(Gain) perte sur cession	6			(4 169)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 639 122	2 566 578
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			11 167
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		2 217	61 741
	15		2 217	72 908
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		63 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	993 500)	(993 503)	(970 313)
	18	(993 500)	(930 503)	(970 313)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	958 000)	(740 601)	(574 183)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	340 000	359 055	
Excédent de fonctionnement affecté	21		57 861	103 526
Réserves financières et fonds réservés	22	(138 500)	(169 669)	(169 333)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(63 000)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(756 500)	(556 354)	(639 990)
	26	(1 750 000)	1 154 482	1 029 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 014 290	2 961 157

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 367 603	3 817 472
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	67 918)(	2 205)
Sécurité publique	3 (	1 394 045)(	1 918 736)
Transport	4 (	2 304 742)(	2 914 203)
Hygiène du milieu	5 (	358 886)(	2 557 005)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	564 990)(	113 988)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	4 690 581)(	7 506 137)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	20 604)(	20 604)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 000 000	621 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	740 601	574 183
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	231 760	
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 648 792	299 073
Réserves financières et fonds réservés	18	41 995	99 183
	19	2 663 148	972 439
	20	1 951 963	(5 933 302)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 319 566	(2 115 830)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	4 132 450	4 383 317	3 673 097
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 241 410	1 278 432	1 023 114
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	9 944 640	9 957 780	9 286 256
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	448 000	642 908	417 144
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		356	407
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	604 700	610 422	528 786
Transferts	15			
Autres	16	20 000	13 829	18 511
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	539 800	519 121	520 915
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 639 122	2 566 578
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
	21.1	33 000	35 216	60 451
	22	16 964 000	20 080 503	18 095 259

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 220 506	4 091 679
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 389 014	5 801 020
Réserves financières et fonds réservés	3	2 847 164	1 719 489
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	130 818	(3 188 748)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	36 361 440	37 298 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	47 948 942	45 721 531
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 220 506	4 091 679
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 220 506	4 091 679
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
Fond de départ	12.1	50 000	75 000
Fond vert	12.2	45 311	74 183
Eaux usées	12.3	593 592	304 592
Revitalisation Centre-Ville	12.4	1 004 499	1 004 499
Routes	12.5	1 631 590	1 788 732
Barrage de l'étang du moulin	12.6	1 086 892	1 553 319
Caserne	12.7	957 970	983 193
Autres	12.8	19 160	17 502
	13	5 389 014	5 801 020
Organismes contrôlés et partenariats ¹	14.1		
	15		
	16	5 389 014	5 801 020

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Eaux	17.1	1 037 099	1 065 843
	18	1 037 099	1 065 843
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 658 976	522 557
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	111 089	111 089
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	40 000	20 000
Autres	30.1		
	31	1 810 065	653 646
	32	2 847 164	1 719 489

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	63 000)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
	57 (	63 000)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	63 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
	63	63 000
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 000 000	
Investissements à financer	66 (869 182)(	3 188 748)
	67 130 818	(3 188 748)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 54 074 125	52 022 666
Propriétés destinées à la revente	69 1 213	1 213
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 40 748	22 361
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 54 116 086	52 046 240
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 54 116 086	52 046 240
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (22 736 587)(	16 411 216)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (192 113)(	85 784)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 5 111 054	1 748 851
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 63 000	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (17 754 646)(	14 748 149)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (17 754 646)(	14 748 149)
	84 36 361 440	37 298 091

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29,1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
La Ville s'engage à maintenir en application un régime de retraite par la participation au REER en vigueur.			
L'employé demeure le seul propriétaire de son REER.			
Les modalités de fonctionnement sont prévues au Cahier des ressources humaines de la Ville et prévoient que, si l'employé contribue 3% de son salaire brut, alors l'employeur contribuera un montant supplémentaire pouvant varier de 10% à 12% du salaire régulier de l'employé selon le statut et l'ancienneté de l'employé.			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	341 426	247 162
Autres régimes	115		
	116	341 426	247 162

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	13 262 367	12 475 680
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	42 180	43 756
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	13 304 547	12 519 436
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	514 862	493 694
Égout	13	1 043 003	985 590
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	826 863	809 583
Autres	16.1	152 211	149 700
Centres d'urgence 9-1-1	17	37 023	38 065
Service de la dette	18	5 590	5 850
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	2 579 552	2 482 482
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	2 579 552	2 482 482
	27	15 884 099	15 001 918

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	5 743	6 358
Cégeps et universités	32	1 271	1 229
Écoles primaires et secondaires	33	30 806	36 918
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	37 820	44 505
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	9 277	8 861
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39	9 277	8 861
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	47 097	53 366

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	2 925	5 593
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	302 500	254 076
Enlèvement de la neige	53		
Autres	54	3 652	3 500
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63	44 936	58 866
Traitement des eaux usées	64	2 467	4 718
Réseaux d'égout	65	18 360	19 394
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72	9 781	(70 417)
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	74	
Sécurité du revenu	75	
Autres	76	112 003
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	77	
Rénovation urbaine	78	
Promotion et développement économique	79	6 000
Autres	80	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	81	6 760
Activités culturelles		
Bibliothèques	82	
Autres	83	10 500
Réseau d'électricité	84	
	85	404 993
	495 920	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86	19 283	
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89	500 000	
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	446 210	1 443 758
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	(7 200)	727 200
Traitement des eaux usées	103	(9 300)	939 300
Réseaux d'égout	104	(6 300)	636 300
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	113	
Sécurité du revenu	114	
Autres	115	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	116	
Rénovation urbaine	117	
Promotion et développement économique	118	
Autres	119	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	120	50 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	121	
Autres	122	
Réseau d'électricité	123	
	124	992 693
		3 746 558

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	334 605	347 073
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun Droits d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	92 563	71 585
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134		
	135	427 168	418 658
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 915 781	4 570 209

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142	220 937	204 399
Sécurité civile	143		
Autres	144	50 465	33 123
	145	271 402	237 522
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146		48 320
Enlèvement de la neige	147		
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151		48 320
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		1 316
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		1 316

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173	6 446	7 584
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176	6 446	7 584
Réseau d'électricité	177		
	178	277 848	294 742

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	67 375	64 636
	182	67 375	64 636
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188	3 838	3 838
Enlèvement de la neige	189	49 309	46 965
Autres	190	873	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196	54 020	50 803
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198		1 750
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200		17 250
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202		
Autres	203		
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207		19 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217	176 946	200 343
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219		
	220	176 946	200 343
Réseau d'électricité	221		
	222	298 341	334 782
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	576 189	629 524

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	73 470	83 087
Droits de mutation immobilière	225	2 751 323	3 064 110
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	2 824 793	3 147 197
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	229	62 516	41 592
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	230		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	231	574 603	274 852
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		4 169
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236	374 910	62 067
Contributions des automobilistes pour le transport en commun Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239		15 000
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	47 926	44 811
	242	422 836	126 047
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	243		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	182 175		182 175	178 229
Greffe et application de la loi	2	344 571		344 571	232 542
Gestion financière et administrative	3	1 392 136	83 692	1 475 828	1 109 127
Évaluation	4	154 327		154 327	150 536
Gestion du personnel	5	567 814		567 814	459 332
Autres	6.1				
	7	2 641 023	83 692	2 724 715	2 129 766
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	2 332 080		2 332 080	2 208 177
Sécurité incendie	9	875 963	119 809	995 772	869 687
Sécurité civile	10	82 961	25 356	108 317	119 387
Autres	11	268 226	13 073	281 299	236 318
	12	3 559 230	158 238	3 717 468	3 433 569
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	2 284 654	1 366 768	3 651 422	3 351 471
Enlèvement de la neige	14	1 781 236	54 796	1 836 032	1 641 702
Éclairage des rues	15	27 010	15 060	42 070	59 678
Circulation et stationnement	16	148 940	48 429	197 369	140 024
Transport collectif					
Transport en commun	17	43 326		43 326	28 145
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20				
	21	4 285 166	1 485 053	5 770 219	5 221 020

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23	442 379	212 556	654 935	652 403
Traitement des eaux usées	24	226 025	164 825	390 850	382 185
Réseaux d'égout	25	557 236	174 816	732 052	773 388
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	284 356		284 356	263 517
Élimination	27	133 716		133 716	129 051
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	242 632		242 632	201 981
Tri et conditionnement	29	58 158		58 158	78 179
Matières organiques					
Collecte et transport	30	252 550		252 550	196 269
Traitement	31	69 671		69 671	54 576
Matériaux secs	32				
Autres	33	121 954		121 954	108 136
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36	160 769		160 769	209 653
Protection de l'environnement	37	39 886	3 234	43 120	127 320
Autres	38				
	39	2 589 332	555 431	3 144 763	3 176 658
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	13 829		13 829	18 511
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	171 917		171 917	195 231
	43	185 746		185 746	213 742

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	652 449	2 195	654 644	457 218
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	247 429		247 429	258 880
Tourisme	48	344 261		344 261	236 436
Autres	49	88 200		88 200	73 418
Autres	50				
	51	1 332 339	2 195	1 334 534	1 025 952
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	635 626	101 516	737 142	566 716
Patinoires intérieures et extérieures	53	102 389	12 050	114 439	121 783
Piscines, plages et ports de plaisance	54	129 212	12 719	141 931	176 574
Parcs et terrains de jeux	55	610 748	228 228	838 976	902 939
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	232 285		232 285	199 855
	59	1 710 260	354 513	2 064 773	1 967 867
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	132 600		132 600	160 000
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62	135 000		135 000	135 000
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	227 421		227 421	214 134
	65	495 021		495 021	509 134
	66	2 205 281	354 513	2 559 794	2 477 001

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	642 908		642 908	374 930
Autres frais	69				42 214
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71	356		356	407
	72	643 264		643 264	417 551
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	2 639 122 (	2 639 122)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	63 320	373 561
Usines de traitement de l'eau potable	2		414 618
Usines et bassins d'épuration	3		988 705
Conduites d'égout	4	72 467	692 571
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 859 151	2 441 668
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	110 227	89 066
Parcs et terrains de jeux	10	413 707	38 539
Autres infrastructures	11	1 407 543	1 700 788
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	184 048	156 969
Édifices communautaires et récréatifs	14		11 548
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	233 072	311 924
Ameublement et équipement de bureau	18	51 323	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	295 723	286 180
Terrains	20		
Autres	21		
	22	4 690 581	7 506 137

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		22 731
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		22 803
Autres infrastructures	5	3 551 505	3 504 612
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	63 320	350 830
Usines de traitement de l'eau potable	7		414 618
Usines et bassins d'épuration	8		988 705
Conduites d'égout	9	72 467	669 768
Autres infrastructures	10	239 123	765 449
Autres immobilisations corporelles	11	764 166	766 621
	12	4 690 581	7 506 137

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	111 089			111 089
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 289 299	290 000	70 488	1 508 811
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	13 347 761	3 773 000	923 015	16 197 746
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 748 149	4 063 000	993 503	17 817 646
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 748 851	3 468 000	105 797	5 111 054
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 748 851	3 468 000	105 797	5 111 054
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 748 851	3 468 000	105 797	5 111 054
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 748 851	3 468 000	105 797	5 111 054
	19	16 497 000	7 531 000	1 099 300	22 928 700
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	16 497 000	7 531 000	1 099 300	22 928 700

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	22 928 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	869 182
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	111 089
Débiteurs	8	5 111 054
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	18 575 739
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	18 575 739
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	18 575 739
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	18 575 739
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	18 575 739
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	138 077	116 921
Sécurité publique			
Police	4	8 075	7 913
Sécurité incendie	5	15 906	13 375
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	14 814	10 094
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	148 499	134 569
Cours d'eau	13	26 353	23 166
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	51 919	45 812
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	206 779	176 936
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	610 422	528 786

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 690 581	7 506 137
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 690 581	7 506 137

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaitres	1	7,00	40,00	14 919,00	770 137	240 157	1 010 294
Professionnels	2						
Cols blancs	3	39,00	35,00	71 588,00	1 832 189	626 982	2 459 171
Cols bleus	4	25,00	40,00	60 062,00	1 114 130	359 435	1 473 565
Policiers	5						
Pompiers	6	57,00	5,00	19 336,00	513 932	41 205	555 137
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	128,00		165 905,00	4 230 388	1 267 779	5 498 167
Élus	9	7,00			152 929	10 653	163 582
	10	135,00			4 383 317	1 278 432	5 661 749

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	30 057	(7 200)		14 879	37 736
Traitement des eaux usées	4	2 467	(9 300)			(6 833)
Réseaux d'égout	5	18 360	(6 300)			12 060
Autres	6	786 563	996 210		90 045	1 872 818
	7	837 447	973 410		104 924	1 915 781

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	24 290	26 098
	4	24 290	26 098
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	56 611	18 117
Sécurité civile	7	78 408	
Autres	8		
	9	135 019	18 117
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	315 488	236 536
Enlèvement de la neige	11	28 282	22 357
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	343 770	258 893
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	47 385	38 314
Traitement des eaux usées	18	18 609	11 179
Réseaux d'égout	19	32 974	32 447
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	98 968	81 940
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 866	2 619
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 866	2 619
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	38 351	29 884
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	38 351	29 884
Réseau d'électricité			
	40		
	41	643 264	417 551

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Richard Burcombe	1.1 Maire	32 472	16 236	14 447	1 971
Lucy Gagnon	1.2 Conseiller	12 124	5 412		
Shelley Judge	1.3 Conseiller	10 824	5 412		
Pierre Laplante	1.4 Conseiller	11 224	5 412		
Louise Morin	1.5 Conseiller	12 224	5 412		
Patrick Ouvrard	1.6 Conseiller	12 424	5 412		
Lee Patterson	1.7 Maire	12 924	5 412		

Note

Les élus reçoivent un jeton de présence lorsque ceux-ci siègent sur des comités officiels.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 252 155 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 81 516 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 813 031 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 12 858 \$
- b) autres formes d'aide 42 13 027 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 378 860 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 474 389 \$

Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

46 \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

47 37 884 \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

49 147 994 \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

 Systèmes de drainage

51 \$

 Abords de routes

52 \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 185 878 \$

b) Dépenses d'investissement

Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 116 536 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 776 803 \$

d) Description des dépenses d'investissement

 Relatives à l'entretien d'hiver :

 Relatives à l'entretien d'été :

Achat d'une pelle mécanique pour l'entretien des fossés (coût total 233 072\$) répartie au prorata.

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-04-104

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-04-03

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-335
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-04
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 2
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 665
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 258
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-05-16 11:01

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	18 714 000	20 940 311	20 027 233
Investissement	2		1 367 603	3 817 472
	3	18 714 000	22 307 914	23 844 705
Charges	4	16 964 000	20 080 503	18 095 259
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 750 000	2 227 411	5 749 446
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 367 603)	(3 817 472)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 750 000	859 808	1 931 974
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		2 639 122	2 566 578
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		63 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	993 500)	(993 503)	(970 313)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	958 000)	(740 601)	(574 183)
Excédent (déficit) accumulé	12	201 500	184 247	(65 807)
Autres éléments de conciliation	13		2 217	72 908
	14	(1 750 000)	1 154 482	1 029 183
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		2 014 290	2 961 157

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 802 130	3 452 992
Débiteurs	2	11 335 517	11 325 418
Placements de portefeuille	3	40 748	22 361
Autres	4		
	5	21 178 395	14 800 771
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	22 736 587	16 411 216
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 715 486	4 823 347
	10	27 452 073	21 234 563
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 273 678)	(6 433 792)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	54 074 125	52 022 666
Autres	13	148 495	132 657
	14	54 222 620	52 155 323
Excédent (déficit) accumulé	15	47 948 942	45 721 531

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 220 506	4 091 679
Excédent de fonctionnement affecté			
Fond de départ	2.1	50 000	75 000
Fond vert	2.2	45 311	74 183
Eaux usées	2.3	593 592	304 592
Revitalisation Centre-Ville	2.4	1 004 499	1 004 499
Routes	2.5	1 631 590	1 788 732
Barrage de l'étang du moulin	2.6	1 086 892	1 553 319
Caserne	2.7	957 970	983 193
Autres	2.8	19 160	17 502
	3	5 389 014	5 801 020
Réserves financières			
Eaux	4.1	1 037 099	1 065 843
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 658 976	522 557
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	111 089	111 089
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	40 000	20 000
Autres	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	130 818	(3 188 748)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	36 361 440	37 298 091
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	47 948 942	45 721 531

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	18 575 739
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	18 575 739
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	111 089	111 089
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	16 197 746	13 347 761
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 508 811	1 289 299
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 111 054	1 748 851
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	22 928 700	16 497 000
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	15 719 000	15 884 099	15 001 918
Compensations tenant lieu de taxes	13	51 300	47 097	53 366
Quotes-parts	14			
Transferts	15	819 500	923 088	823 651
Services rendus	16	574 680	576 189	629 524
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 349 000	2 887 309	3 188 789
Autres	18	200 520	622 529	329 985
	19	18 714 000	20 940 311	20 027 233
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		992 693	3 746 558
Autres	23		374 910	70 914
	24		1 367 603	3 817 472
	25	18 714 000	22 307 914	23 844 705
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2023			Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 641 023	83 692	2 724 715	2 129 766
Sécurité publique					
Police	2	2 332 080		2 332 080	2 208 177
Sécurité incendie	3	875 963	119 809	995 772	869 687
Autres	4	351 187	38 429	389 616	355 705
Transport					
Réseau routier	5	4 241 840	1 485 053	5 726 893	5 192 875
Transport collectif	6	43 326		43 326	28 145
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	1 225 640	552 197	1 777 837	1 807 976
Matières résiduelles	9	1 163 037		1 163 037	1 031 709
Autres	10	200 655	3 234	203 889	336 973
Santé et bien-être	11	185 746		185 746	213 742
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	652 449	2 195	654 644	457 218
Promotion et développement économique	13	679 890		679 890	568 734
Autres	14				
Loisirs et culture	15	2 205 281	354 513	2 559 794	2 477 001
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	643 264		643 264	417 551
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	17 441 381	2 639 122	20 080 503	18 095 259
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 639 122 (	2 639 122)		
	21	20 080 503		20 080 503	18 095 259

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 367 603	3 817 472
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 690 581)(	7 506 137)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	20 604)(	20 604)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 000 000	621 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	740 601	574 183
Excédent accumulé	6	1 922 547	398 256
	7	1 951 963	(5 933 302)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 319 566	(2 115 830)

Extrait du rapport financier, page S14